Manif le mardi 1er mai 2012 à 15h

Mardi 1er mai 2012 à 15h Lieu :Place Denfert-RochereauPlace Denfert-Rochereau
Métro et RER-B Denfert-RochereauManifestation du premier mai à Paris http://www.demosphere.eu/node/29706
Trajet/Parcours : Départ 15h de Denfert, en direction de Bastille Denfert-Rochereau, Av. Denfert-Rochereau, Bd St Michel, Bd St Germain, Pont de Sully, Bd Henri IV, Bastille.
(Prolongement jusqu'à Nation envisagé en cas de très grosse affluence) Ordre des cortèges:
Solidaires, UNSA, FSU, CGT, CFDT puis les associations et partis politiques. Banderole et carré de tête:
« Pour la solidarité internationale et le progrès social »
mis en place sur Bd Denfert-Rochereau, au niveau rue de Cassini
Communiqué CFDT – CGT – FSU – Solidaires - UNSA 1er mai 2012 : satisfaire les revendications pour le progrès social Dans cette période de crise en France et en Europe, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA affirment leur volonté de faire du 1er mai 2012, journée de solidarité internationale du monde du travail, une forte journée de mobilisation, de manifestations et d’expressions revendicatives pour : faire entendre les priorités sociales et les préoccupations des salariés, des demandeurs d’emploi, des jeunes et des retraités, en France et en Europe ; exprimer la défense des droits fondamentaux et des libertés partout dans le monde ; faire reculer la xénophobie, le racisme et l’antisémitisme. Dans beaucoup de pays européens, les populations subissent des politiques d’austérité et des réformes réduisant les droits des travailleurs et leur protection sociale. La crise ne peut être le prétexte pour remettre en cause nos systèmes sociaux. Il faut une véritable politique de croissance, prenant en compte les enjeux écologiques, qui passe par l’amélioration du pouvoir d’achat et la création d’emplois. La pression sur les salaires et l’assouplissement des règles de licenciement ne peuvent que fragiliser la croissance économique. S’il y a un manque de compétitivité des entreprises, elle est notamment due à la rémunération excessive du capital au détriment de l’investissement dans l’emploi, la formation, la recherche et l’innovation. En ce 1er mai, nous voulons faire écho aux revendications portées par les salariés dans cette période de crise : priorité à l’emploi, en particulier des jeunes, alors que le nombre de chômeurs ne cesse d’augmenter depuis de longs mois et que les restructurations, les licenciements et les fermetures d’entreprises sont le quotidien de nombreux salariés, lutte contre la précarité qui touche un nombre croissant de salariés, en particulier jeunes et femmes, et provoque des situations de pauvreté intolérables ; la promotion des salaires et du pouvoir d’achat doit être une priorité. Il n’y a aucune raison de laisser les inégalités salariales perdurer, notamment entre les femmes et les hommes. Nous réaffirmons avec le syndicalisme européen notre opposition à ces politiques et au nouveau traité qui, en faisant l’impasse sur la croissance, ne fera que renforcer l’austérité et la crise. Nous voulons dans les mobilisations du 1er mai réaffirmer le besoin d’une Europe solidaire affirmant sa dimension sociale, ce qui impose de : développer les droits des salariés et assurer des services publics de qualité, mettre un terme à la concurrence sociale et fiscale entre pays de l’Union européenne qui tire les garanties des travailleurs vers le bas. Il faut une autre répartition des richesses et mettre un terme à la spéculation financière, faire respecter la place et le rôle de la démocratie sociale, de la négociation collective et du dialogue social. La CFDT, la CGT, la FSU, Solidaires et l’UNSA appellent leurs organisations à se rencontrer dans les territoires pour déterminer les modalités concrètes d’organisation des initiatives et manifestations du 1er mai sur ces objectifs.